



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 3 au 9 mars 2023

Résumé :

- Forte baisse du taux de chômage en 2022 à 9,3% (contre 13,2% en 2021) mais qui ne devrait pas se prolonger en 2023

Cette amélioration reflète la nette dynamique de création d'emplois nets (+2M), survenue principalement dans les services. Les chiffres du 4ème trimestre 2022 semblent toutefois annoncer une stabilisation du marché du travail, en cohérence avec le ralentissement de la croissance du PIB.

- Le Brésil a dégagé un excédent primaire de +1,2% du PIB en janvier 2023.

Ce chiffre positif s'explique par une nette hausse de la collecte fiscale (liée la bonne tenue de la croissance et à la forte inflation en 2022). La dette publique brute est en baisse à 73,1% du PIB (contre 78% il y a 12 mois), mais une trajectoire de hausse à moyen terme est anticipée.

- Le gouvernement a présenté ce 8 mars une série de mesures pour réduire les inégalités hommes-femmes.

L'exécutif a présenté 14 mesures allant dans ce sens, dont notamment l'instauration d'une amende équivalente à 10 fois le salaire le plus élevé de l'entreprise en cas de non-respect de l'égalité salariale. Les programmes de lutte contre les violences faites aux femmes ont aussi été renforcés.

- Evolution des marchés du 3 au 9 mars 2023.
- Graphique de la semaine : principaux chiffres du marché du travail au T4 2022.

LE CHIFFRE À RETENIR

188 Mds BRL
(36 MDS USD)

C'est le bénéfice annoncé par Petrobras pour 2022. C'est un record, tout comme les dividendes versés par la compagnie pétrolière publique (216 Mds BRL).

Petrobras serait même la 2ème entreprise au monde en termes de dividendes versée en 2022 selon le classement Janus Henderson Global Dividend Index.

Forte baisse du taux de chômage en 2022 à 9,3% (contre 13,2% en 2021) mais qui ne devrait pas se prolonger en 2023.

Le taux de chômage au Brésil s'est établi à 7,9% au quatrième trimestre 2022 qui s'achève en décembre, en recul de 3,2 points de pourcentage (p.p.) en comparaison au dernier trimestre de 2021 (11,1%). Le marché du travail brésilien a été favorisé par la bonne dynamique économique en 2022 (hausse du PIB de +2,9%), notamment dans le secteur des services (en croissance de +4,2%) davantage intensif en main d'œuvre. C'est ce que montrent les données publiées par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), dont les principaux chiffres sont à retrouver dans le [graphique de la semaine](#).

En moyenne sur l'année 2022, le taux de chômage était à 9,3% (contre 13,2% en 2021), soit le taux le plus bas depuis 2015 (8,6%). Après sa reprise post-pandémie, le marché du travail confirme donc sa dynamique, avec un taux de chômage désormais éloigné du niveau pré-pandémie (11,1% au T4 2019). Le nombre moyen de chômeurs sur l'année est de 10 M, contre 13,9 M en 2021 (-27,9%).

Cette baisse du taux de chômage est principalement due à l'amélioration de l'emploi, visible par la progression de la population occupée, qui s'élève désormais à 99,4 M de personnes et progresse de 3,8% (+3,6 M) par rapport au T4 2021. **Le taux d'occupation¹ atteint 57,2%**, au T4 2022, en hausse de +1,6 p.p sur l'année, même s'il reste plus faible que son record du T3 2013 (58,5%).

En outre, la progression du taux de chômage a été favorisée par une faible évolution de la population active. Le taux de participation au marché du travail a même diminué à 62,1% au T4 2022, à la fois par rapport au T4 2021 (62,5%) et au T3 2022 (62,7%). Cela s'explique par une progression nettement plus forte de la population inactive (+2,1%) que de la population active (+0,2%). Selon les calculs de la banque Santander, si le taux de participation était fixé à 63,3%², c'est-à-dire si plus de personnes

cherchaient du travail, le taux de chômage s'élèverait presque à 10%.

Le taux d'informalité est en baisse et s'établit à 38,8% de la population occupée, contre 40,7% il y a un an. Le Ministre du Travail Luiz Marinho a d'ailleurs annoncé cette semaine sa volonté d'ouvrir un débat sur la baisse des cotisations salariales (compensée par une plus forte taxation de la consommation) afin d'encourager la formalisation de l'emploi au Brésil. **Le nombre de salariés formels (déclarés) dans le secteur privé (36,9 M) est en hausse de +6,9% sur l'année** et de +1,6% sur le trimestre. **Les salariés informels (13,2 M) ont augmenté de +6,4% sur l'année** et restent stables sur le trimestre. Le nombre de travailleurs indépendants (25,5 M) a diminué de 1,8% sur l'année, tandis que les employés de maison (5,8 M) sont restés stables.

La masse salariale réelle (274 Mds BRL) a progressé de +12,8% sur l'année, alors que le revenu réel moyen (2 808 BRL) a bénéficié d'une hausse de +8,3%. En revanche, si on compare les moyennes 2021 et 2022 de ce dernier indicateur, on obtient au contraire une baisse de 1% du revenu moyen réel, en raison des effets de l'inflation, qui l'ont fait évoluer négativement au premier semestre de 2022. En plus de tirer parti d'une croissance plus faible des prix, la hausse du revenu réel moyen au T4 2022 est interprétée par certains analystes comme un signe d'une surchauffe potentielle du marché de l'emploi.

Comme pour les chiffres du PIB, le dernier trimestre de 2022 semble constituer un coup d'arrêt à la tendance d'amélioration du marché du travail. L'amélioration apparente sur le dernier trimestre du taux de chômage (-0,8 p.p. par rapport aux 8,7% du T3), s'explique en effet non pas par une augmentation de la population occupée (seulement +0,1%) mais surtout par la baisse de la population active (-0,7%). De plus, une fois corrigés de saisonnalité, les chiffres indiquent une stabilisation.

Les créations nettes d'emplois (cvs) ont également ralenti sur le trimestre selon les statistiques du Ministère de l'Economie (Novo

¹ Pourcentage de personnes occupées dans la population en âge de travailler.

² Moyenne historique avant la pandémie.

Caged). L'emploi dans les secteurs de services, qui était à l'origine de la bonne dynamique de 2022 (58% des 2 M d'emplois nets créés sur un an), a décéléré. Des tendances similaires ont été observées dans le commerce de détail et la construction. Plus globalement, les chiffres de l'emploi devraient pâtir en 2023 du resserrement des conditions financières provoqué par la politique monétaire restrictive de la Banque centrale.

Ces signaux pourraient donc annoncer une stabilisation du marché du travail. Les prévisions du marché anticipent une stabilisation du taux de chômage en 2023, qui finirait l'année autour du chiffre actuel voire un peu plus haut. Ce renversement de tendance avait déjà été annoncé il y a un an mais ne s'est finalement pas concrétisé. Les chiffres de l'emploi ont surpris positivement tout le long de l'année 2022 (tout comme la croissance économique).

Le Brésil a dégagé un excédent primaire de +1,2% du PIB en janvier 2023.

Les chiffres des finances publiques restent positifs en janvier 2023, grâce à un solde primaire largement positif et à la baisse de la dette publique. C'est ce que montrent les statistiques budgétaires de la Banque Centrale du Brésil (BCB).

Du côté des recettes, le gouvernement a enregistré une collecte fiscale record sur les 12 derniers mois. Cela s'explique par plusieurs facteurs : une croissance soutenue sur l'année (+2,9% en 2022), une forte inflation qui augmente le PIB nominal et l'assiette fiscale (+5,8% en janvier 2022), et le cours élevé des matières premières produites au Brésil.

Du côté des dépenses, la hausse des charges sociales a été partiellement compensée par une baisse des mesures d'urgence prises contre pandémie de COVID. Celles-ci, qui représentaient 7% du PIB en 2020 et 1,3% en 2021, ont été ramenées à 0,2% en 2022 (20,8 Mds BRL).

* * *

En janvier 2023, le secteur public consolidé a enregistré un excédent primaire de +1,2% du PIB sur les 12 derniers mois (124 Mds BRL soit 23 Mds EUR), soit le meilleur résultat pour un mois de janvier depuis 2014. Cela confirme la tendance d'amélioration du solde primaire observée depuis 2017 (à l'exception de 2020 en raison de la pandémie). Les chiffres mensuels de janvier sont positifs (+99 Mds BRL), même s'ils se sont révélés inférieurs aux prévisions.

Dans le détail, le gouvernement central a enregistré un solde primaire annuel de +54 Mds BRL (+0,6% du PIB, contre +0,1% en janvier 2022). Les gouvernements locaux (Etats et municipalités) affichent également un excédent primaire de +68 Mds BRL (+0,6% du PIB), identique à celui d'il y a 12 mois malgré la réduction du taux de la taxe ICMS sur les carburants et l'énergie électrique, en vigueur depuis le T3 2022.

Le solde nominal annuel, après paiement des intérêts de la dette publique (qui représentent 6% du PIB), atteint -498 Mds BRL (-5% du PIB) en janvier 2023. C'est plus qu'en janvier 2022, où ce solde était de -425,7 Mds BRL (-4,7% du PIB). Cette détérioration s'explique par l'augmentation des intérêts sur la dette publique, qui ont fortement augmenté l'année dernière dans le sillage de la hausse du taux d'intérêt directeur de la BCB (passé de 9,25% fin 2021 à 13,75% fin 2022).

* * *

La dette publique brute (d'après la mesure des autorités brésiliennes) atteint 73,1% du PIB, contre 78% il y a 12 mois. C'est le plus bas niveau depuis juin 2017. Cette baisse de 4,9 points de pourcentage (p.p.) est notamment imputable à la croissance du PIB nominal (contribution de -7,5 p.p. à la baisse du ratio, due dans une large mesure à l'inflation) et à l'émission nette de dette (-4,5 p.p.) qui, ensemble, ont plus que compensé la hausse des intérêts payés (+7,5 p.p.) **Selon les critères du FMI³, le ratio de dette en janvier 2023 s'élève à 83,9% du**

³ A la différence des autorités brésiliennes, le FMI ne déduit pas de la dette publique brute l'encours des titres de dettes détenus à l'actif de la BCB (nets de ceux cédés pour des opérations temporaires de

mise en pension des titres – dits *repos*), et ajoute la dette nette des entreprises publiques.

PIB, contre 89,9% du PIB il y a 12 mois. La dette publique nette est cependant en hausse, atteignant 56,6% (contre 59,1% en janvier 2022) en raison des effets des variations du taux de change sur la valeur des réserves internationales brésiliennes.

* * *

Les économistes de marché s'attendent à ce que le résultat budgétaire primaire soit déficitaire en 2023, à -1% du PIB (et -7,8% en nominal). Une baisse du solde budgétaire est déjà observée depuis le pic de juillet 2022 (+2,5% du PIB)

Concernant le ratio dette publique/PIB, il devrait être stable en 2023, continuant de bénéficier de l'inflation toujours forte (estimée à +5,9% cette année). **Les projections de l'IFI (Institut fiscal indépendant, rattaché au Sénat) pointent une augmentation continue de la dette publique dans les prochaines années,** en accord avec celles des marchés qui anticipent un ratio à 84% en 2026 et 90% en 2029. **La dette/PIB est en effet susceptible de progresser dans un contexte de sur-enrichissement de la dette en lien avec la politique monétaire restrictive⁴ de la BCB.** Le ralentissement de l'activité (croissance de +1,2% en 2023 selon le FMI) ainsi que la retombée des cours des matières premières vont aussi probablement peser sur la croissance des recettes fiscales. Le relèvement attendu du plafond des dépenses (*teto de gastos*)⁵ sera également facteur de progression de la dette. La définition du nouveau mécanisme de contrôle budgétaire, prévu pour les prochaines semaines, devrait permettre d'en savoir plus sur l'évolution à moyen terme du niveau de la dette publique.

Le gouvernement a présenté ce 8 mars une série de mesures pour réduire les inégalités hommes-femmes.

A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes (8 mars), le Président Lula et

son gouvernement ont présenté un paquet de 14 mesures visant à lutter contre les inégalités femmes-hommes, et à protéger les droits des femmes. L'annonce la plus importante est celle de la présentation prochaine d'une **loi visant à assurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes qui exercent la même fonction.** La ministre de la Planification et du Budget, Simone Tebet, dont c'était une promesse de campagne lors de l'élection présidentielle en novembre, a affirmé que le texte prévoit une **amende équivalente à 10 fois le salaire le plus élevé de l'entreprise en cas de non-respect de l'égalité salariale** ainsi que des mesures pour augmenter la transparence des entreprises. D'autres mesures complètent ce texte pour appuyer l'élan vers l'égalité salariale, comme l'annonce de la reprise des travaux de 1 189 crèches aujourd'hui à l'arrêt, ou l'ouverture de 20 000 places dans les cours et programmes d'éducation professionnelle et technologique pour les femmes en situation de vulnérabilité.

Le paquet contient également un large volet de mesures pour lutter contre les violences faites aux femmes. La Ministre de la Femme, Cida Gonçalves, a annoncé le lancement d'un « **pacte national de lutte contre les féminicides** », qui comprendra des actions coordonnées avec les Etats fédérés et un investissement de 372M BRL (68 M EUR) du Fonds national de sécurité publique pour créer 40 Maisons de la femme. Le gouvernement recréera également, dans ce cadre, le programme « *Femmes vivant sans violence* », qui prévoit le don de 270 véhicules à la patrouille Maria da Penha, chargée de protéger les femmes victimes de violences. Le gouvernement a aussi annoncé un décret fixant, pour les marchés publics fédéraux et étatiques, une part de main d'œuvre réservée aux femmes victimes de violences équivalente à 2% du total.

Parmi les autres mesures, Lula a signé le décret mettant en place le **Programme pour la protection et la promotion de la dignité menstruelle, qui prévoit d'investir 418M BRL dans la distribution gratuite de protections menstruelles.** Jusqu'alors assurée par les municipalités, le ministère de la Santé défend une meilleure équité territoriale au niveau fédéral.

⁴ La BCB estime que, toute chose égale par ailleurs, une hausse de 100 ppb du taux Selic (maintenue sur douze mois) augmente le ratio de dette publique brute de 0,4 p.p. du PIB.

⁵ Par un amendement constitutionnelle (*PEC da Transição*) voté en décembre durant la période de transition. L'enveloppe des dépenses 2023 a progressé de 145 Mds BRL, soit +8% en termes réels ou encore +1,5% du PIB par rapport à 2022.

Le gouvernement ratifiera également la **Convention 190 de l'Organisation internationale du Travail (OIT)**, le premier traité international à reconnaître le droit de tous les peuples à un environnement de travail exempt de violences et de harcèlement, y compris de violences sexistes. En parallèle, le gouvernement a annoncé la création d'une politique stricte de lutte contre le harcèlement sexuel et moral et la discrimination dans l'administration publique fédérale, et la création du **Programme National d'Équité de Genre, de Race et de Valorisation des Travailleuses** au sein du Système Unique de Santé (SUS)⁶.

Dans les domaines scientifique, culturel et sportif, le Président Lula a également signé un décret créant un **congé maternité payé dans le cadre de la Bolsa Atleta**, la bourse pour les athlètes de haut niveau. Le gouvernement a également annoncé le lancement du **concours audiovisuel Ruth de Souza**, pour les cinéastes brésiliennes débutantes (10M BRL) et du **prix littéraire Carolina Maria de Jesus**, pour les autrices (2M BRL). Enfin, Le gouvernement a

annoncé la **Politique Nationale pour l'Inclusion, la Permanence et l'Ascension des Filles et des Femmes dans la Science, de la Technologie et de l'Innovation**, qui débloquerait 100M BRL (~18 M EUR) pour financer des projets de femmes dans les domaines des sciences dures, de l'ingénierie et de l'informatique.

Le président Lula, qui avait attribué une partie de sa victoire à cet électorat féminin, profite du mois de mars pour renforcer le message porté en faveur de l'égalité hommes-femmes. Sur le plan symbolique, il a ainsi annoncé la **création de la Journée nationale Marielle Franco**. Elle sera commémorée chaque 14 mars, date à laquelle a été assassinée cette militante féministe, antiraciste, pro-LGBT, noire et conseillère municipale de Rio de Janeiro, afin de sensibiliser le public à la violence politique liée au genre et à la race.

Evolution des marchés du 3 au 9 mars 2023.

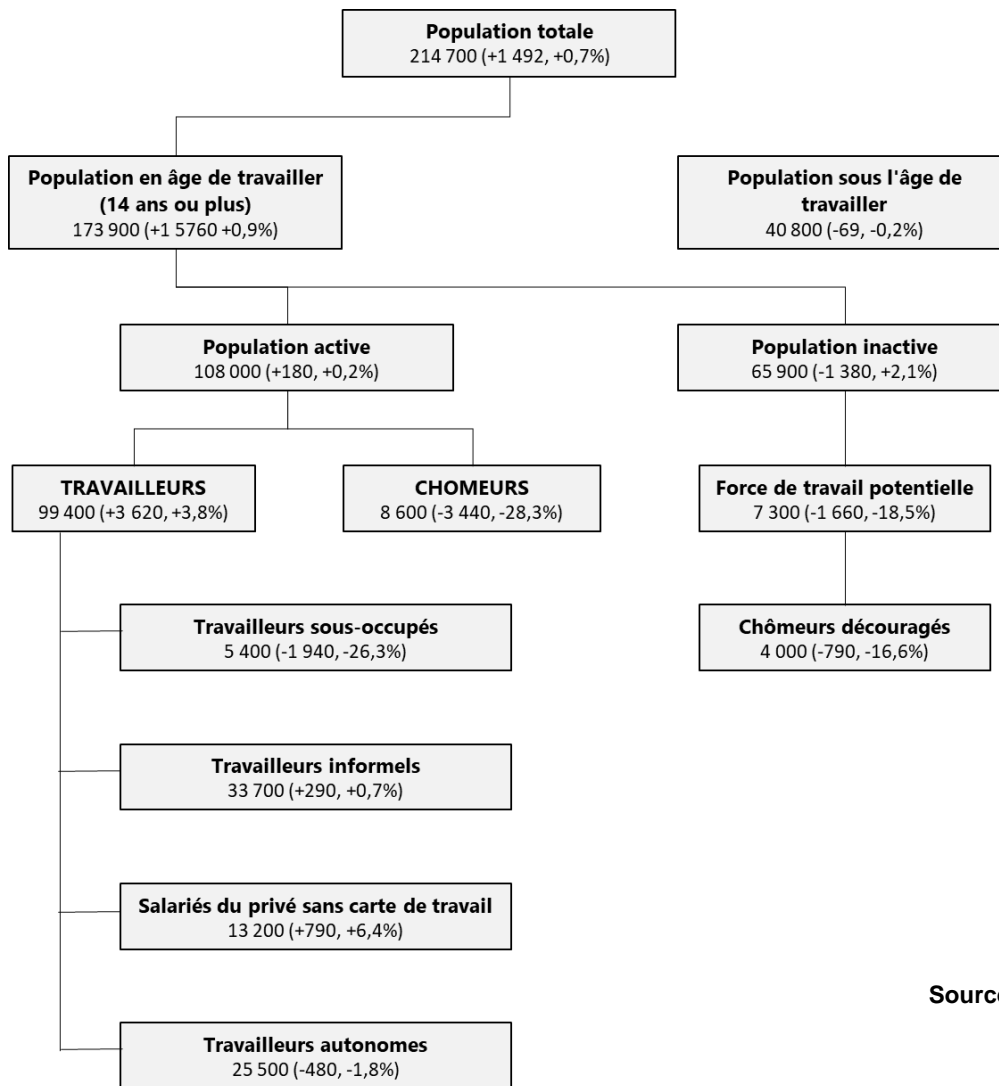
Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,6%	-3,5%	105 868
Risque-pays (EMBI+ Br)	+1pt	-9pt	247
Taux de change R\$/USD	-1,2%	-2,7%	5,14
Taux de change R\$/€	-1,6%	-3,4%	5,44

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

⁶ Assurance maladie universelle au Brésil.

Graphique de la semaine : principaux chiffres du marché du travail au T4 2022.

Valeur en milliers (et variations par rapport au T4 2021 : en milliers et en %)



Source : IBGE, SER Brasilia.

Taux d'emploi
57,2% (+1,6 p.p.)

Taux de chômage
7,9% (-3,2 p.p.)

Taux d'informalité
38,8% (-1,9 p.p.)

Taux de sous-utilisation
18,5% (-5,8 p.p.)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international